



ATTENTION DANGER :

4 000 EMPLOIS POURRAIENT ÊTRE SUPPRIMÉS À PÔLE EMPLOI

POUR DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC ET SES MISSIONS POUR DÉFENDRE PÔLE EMPLOI, SES MISSIONS ET SES USAGERS TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 22 MAI

4 000 emplois pourraient être supprimés à Pole Emploi sous couvert de la baisse du chômage selon le gouvernement. Non, le chômage ne baisse pas, il se transforme : toujours plus de précarité, toujours plus d'inscrits à Pôle emploi.

Inscrits en Cat A,B,C en 2017 : 5 507 300 Inscrits en Cat A,B,C en 2018 : 5 621 000 Soit + 2,1 % en un an

Quel service avec 4 000 agents de moins ?

Quelles conditions de travail avec 4 000 agents de moins ?

Quel service avec 600 conseillers redéployés vers le contrôle ?

Quel traitement pour les privés d'emploi en France avec la mise en place de l'ORE, du rapport mensuel d'activité, du renforcement du contrôle ?

Le gouvernement après une annonce à la rentrée dans son projet de loi de finances d'une économie de 4 milliards d'euros pour le Ministère de l'Emploi va poursuivre cette même logique dans son projet « Action Publique 2022 » qui vise également et de nouveau le Ministère de l'Emploi et ses opérateurs donc Pôle emploi.

Supprimer 4 000 CDI à Pôle emploi dans cette période est une pure hérésie qui ne se justifie en rien si ce n'est « faire des économies » partout. Oui les Services Publics ont un coût parce que l'égalité d'accès à ses services et aux droits sur l'ensemble du territoire délivrés par un personnel formé et garant d'une déontologie a aussi un coût. Pour les citoyens, la cohésion et l'accès aux droits, eux, n'ont pas de prix.

Pour le SNU, nous combattons pied à pied ce projet en totale contradiction avec les valeurs qui animent la délivrance de services avec missions de Service Public : égalité, laïcité, neutralité, continuité, transparence, gratuité, confidentialité, secret professionnel et réserve. En effet, qui peut croire qu'une officine privée de placement fortement attirée par l'appât du gain et des bénéfices, puisse respecter ses valeurs et traiter l'ensemble des demandeurs d'emploi de façon égalitaire dans le respect de ses choix d'orientation ?

Pour le SNU, la course effrénée du gouvernement aux économies visant l'ensemble des Services Publics va fragiliser l'ensemble de la société française et mènera de façon inéluctable vers plus de précarité et de paupérisation. Cela laissera la part belle à la loi du plus fort et à l'individualisme. Cette politique, menée à marche forcée par l'équipe à Macron, creusera encore plus le fossé déjà existant entre les plus riches et les autres citoyens dont beaucoup trop seront laissés sur le carreau.

Toutes ces raisons doivent nous conduire à manifester massivement notre désaccord avec la politique actuelle de destruction massive de notre bien commun : Le Service Public

AUCUN DES 53 000 SALARIÉ.ES DE PÔLE EMPLOI N'EST DE TROP

POUR ASSURER AUX 6 MILLIONS DE NOS CONCITOYEN.NES PRIVÉ.ES D'EMPLOI UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ

PARCE QUE LE SERVICE PUBLIC N' A PAS DE PRIX

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 22 MAI 2018

Paris le 7 mai 2018



www.snutefifsu.fr/pole-emploi

 @snu.pole.emploi.fsu

 @SnuPoleEmploi

Nous contacter : syndicat.snu@pole-emploi.fr

